

Assurance-militaire (LAM)

Généralités

L'assurance militaire est une assurance sociale gérée depuis 2005 par la suva et financée par la Confédération. Elle couvre les frais entraînés par les maladies et accidents qui surviennent pendant les activités obligatoires ou volontaires de l'armée, du service civil et de la protection civile, pendant les actions de maintien de la paix et de bons offices de la Confédération et les missions du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes. L'assurance s'étend à toute la durée du service ou du cours, aux séances d'information préparatoires, au recrutement et congé personnel, ainsi qu'à l'aller et au retour s'ils sont effectués dans un délai convenable. Les prestations peuvent être réduites ou refusées en cas de faute grave de l'assuré.

Les termes "assuré", "patient", "défunt", "requérant" concernent des personnes des deux sexes. L'assurance-militaire est régie par la Loi fédérale du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire (LAM) et son ordonnance du 10 novembre 1993. On trouve en outre diverses définitions, ainsi que les droits des assurés et certaines règles de procédure dans la loi sur la partie générale des assurances (LPGA), qui doit être lue en parallèle avec la législation spécifique à l'assurance militaire (voir fiche sur la LPGA).

Descriptif

Personnes assurées

Sont assurées les personnes qui accomplissent un service militaire, de protection civile, un service civil ou participent à des activités telles que le recrutement, les exercices de tir hors du service, les actions du Corps suisse d'aide humanitaire ou de maintien de la paix de la Confédération à l'étranger (art. 1a de la Loi fédérale sur l'assurance militaire, LAM).

En cas de service de plus de 60 jours, le ou la militaire peut suspendre son assurance maladie personnelle sans coût additionnel (à condition d'informer l'assureur au moins huit semaines avant le service). Chez de nombreux assureurs-maladie, les assuré-e-s peuvent également suspendre les assurances complémentaires pendant la durée du service.

Les militaires de carrière et les militaires contractuels au service de la Confédération paient une prime et sont assurés en permanence contre la maladie et les accidents durant le travail et les loisirs. Lorsqu'ils prennent leur retraite, ils peuvent conclure une assurance facultative et rester assurés auprès de l'assurance militaire s'ils restent domiciliés en Suisse (art. 2 LAM).

Durée de l'assurance

L'assurance s'étend à toute la durée des situations et activités mentionnées ci-dessus, ainsi qu'aux périodes entre l'école de recrues et des services d'instruction pour gradé-e-s, ou entre les services d'instruction, pour autant que les intervalles entre les services n'excèdent pas six semaines et que la personne assurée soit en incapacité de travail sans qu'il y ait eu faute de sa part (art. 3 al.1 LAM). Les trajets d'aller et de retour sont couverts par l'assurance s'ils s'effectuent dans un délai convenable (art. 3 al.3 LAM). Exception: lorsqu'un-e assuré-e est victime d'un accident en exerçant une activité lucrative pendant le congé, c'est l'assurance-accidents compétente qui est responsable (art. 3 al.2 LAM).

Primes

Les militaires de carrière et contractuels paient une prime. Les coûts des autres personnes assurées sont pris en charge par la Confédération. C'est également la Confédération qui couvre les pertes de cette assurance, déficitaire depuis des années. Afin de résorber les pertes, la loi et l'ordonnance sur l'assurance militaire ont été révisées et la prime a augmenté. Au 1er janvier 2018, les primes de l'assurance militaire passeront de 292.- francs à 340.- francs pour les actifs. Les retraités devront également s'acquitter d'un supplément de 24.- francs pour les prestations en cas d'accident.

Prestations

L'assurance militaire couvre tous les accidents et maladies ainsi que leurs conséquences économiques.

Les prestations comprennent ainsi les frais de traitement, la couverture de la perte de gain, les frais de réadaptation professionnelle, diverses indemnités, ainsi que des rentes d'invalidité et de survivants. Celles-ci sont régulièrement adaptées à l'augmentation du coût de la vie. Elles sont listées à l'art. 8 LAM.

Les personnes assurées ne doivent payer ni franchise, ni quote-part.

En déplacement, les assurés à titre professionnel et facultatif bénéficient du traitement médical dans les pays de l'UE sur présentation de la carte d'assuré de l'assurance militaire. C'est Europ Assistance qui est chargée du conseil et de l'assistance.

Traitement

Chaque assuré a droit au traitement médical, aux médicaments et à tous moyens propres à recouvrer sa capacité de travail. Le traitement a lieu soit à domicile soit dans un établissement hospitalier, en division commune. L'assuré a le libre choix du personnel médical et de l'établissement hospitalier. Il doit toutefois avoir recours aux praticiens et établissements les plus proches du lieu où il séjourne; les cas urgents sont réservés.

L'assurance militaire rembourse les dommages matériels, les frais de voyage, de transport, de recherche et de sauvetage. Elle peut exceptionnellement participer aux frais de visite des proches de l'assuré.

Si l'assuré soigné à domicile ou en cure privée a des frais exceptionnels de régime ou de soins, l'assurance militaire lui accorde des indemnités journalières supplémentaires.

Des moyens auxiliaires d'un modèle simple et adéquat sont financés par l'assurance militaire.

Les divers frais de traitement sont couverts sans limite de temps.

Dans tous les cas où l'assuré est nourri et logé aux frais de l'assurance, une déduction peut être effectuée pour les frais de nourriture et logement.

Perte de gain

Lorsque l'assuré se trouve dans l'incapacité de travailler, il a droit à une indemnité journalière qui correspond à 80% du gain qu'il aurait pu réaliser sans l'affection dont il est atteint. Le gain est pris en considération jusqu'à une limite maximum de Fr. 152'276.- (en 2017) par an. L'assurance militaire acquitte également les cotisations sociales des salariés et des employeurs. L'indemnité journalière correspond, en cas de chômage, à l'indemnité de l'assurance-chômage.

Si l'assuré majeur se trouve en période de formation ou de perfectionnement, il y a lieu de prendre en considération un gain d'au moins 20% du montant maximum du gain assuré. Lorsque la formation professionnelle est retardée par une affection assurée et qu'une incapacité de travail subsiste après l'écoulement de la durée habituelle des études ou de l'apprentissage, l'assuré a droit à une indemnité journalière correspondant au gain qu'il aurait réalisé après avoir terminé sa formation.

Pour les salariés, l'indemnité journalière est versée à l'employeur; elle est payée directement aux indépendants, aux personnes sans activité lucrative et aux chômeurs.

Indemnités pour indépendants

Si un indépendant ne peut couvrir, pendant la durée de son incapacité de travail, les frais fixes de l'entreprise avec les indemnités journalières ordinaires, il peut être mis au bénéfice d'indemnités supplémentaires, pour autant qu'il ait pris toutes les mesures utiles par ses propres moyens. Ces indemnités supplémentaires sont au maximum du double du montant du gain annuel maximum assuré.

Réadaptation professionnelle

Les assurés invalides ou menacés d'une invalidité ont droit à des mesures de réadaptation destinées à améliorer leur capacité de gain ou leur intégration sociale. Elles comprennent l'organisation et le financement de mesures d'ordre professionnel et d'intégration sociale, ainsi que le versement d'une indemnité journalière ou d'une rente pendant la durée des mesures:

- orientation professionnelle en vue de choisir une activité, de se reclasser ou de se perfectionner;
- formation professionnelle initiale: l'assuré qui n'a pas encore exercé d'activité lucrative reçoit le remboursement des frais de formation plus élevés causés par son invalidité. Il en est de même pour ceux qui se préparent à un travail auxiliaire ou à une activité en atelier protégé, pour ceux qui se forment dans une nouvelle profession parce que la formation entreprise avant l'invalidité ne peut être poursuivie, pour ceux qui entreprennent un perfectionnement professionnel en vue d'améliorer leur capacité de gain;
- reclassement dans une nouvelle activité ou dans l'ancienne profession: les frais d'écolage, matériel scolaire, outillage, vêtements professionnels, logement, repas, voyage sont pris en charge par l'assurance. La perte de gain est compensée par une indemnité journalière ou par une rente de reclassement;
- aide en capital pour une activité indépendante: elle est accordée sous forme de prêt ou sans obligation de rembourser. Elle peut aussi être allouée sous forme d'installations ou de garanties;
- autres frais: contribution pour frais de vêtement et outillage, pour frais de déménagement en cas de changement du lieu de travail dû à l'invalidité, pour frais supplémentaires pour se rendre au travail et en revenir ou pour l'exercice de la profession.

Rente d'invalidité

Si l'assuré reste invalide après le traitement médical et les mesures de réadaptation, l'indemnité journalière est remplacée par une rente d'invalidité. En cas d'invalidité totale, la rente annuelle correspond à 80% du gain annuel assuré (au maximum 80% de Fr. 152'276.-, soit Fr. 121'820.80).

Le gain assuré est celui que l'assuré aurait pu réaliser sans son invalidité. En cas d'invalidité partielle, la rente est réduite en proportion.

Dès que l'assuré invalide atteint l'âge AVS, la rente d'invalidité est transformée en rente de vieillesse calculée sur la base de la moitié du gain annuel déterminant pour la rente d'invalidité. Elle est allouée en complément de la rente AVS.

Rente pour atteinte à l'intégrité

Si un assuré reste atteint d'une infirmité physique ou psychique, l'assurance lui accorde une rente dite d'atteinte à l'intégrité. Elle est calculée en fonction de la gravité de l'atteinte, sur la base de Fr. 20'000.- par an. Elle peut être versée sous forme de capital.

Rente de survivants

Le conjoint, les enfants et, dans certaines circonstances, le père et la mère d'un assuré décédé ont droit à une rente de survivant calculée en pourcentage du revenu annuel assuré du défunt:

- le conjoint reçoit une rente de 40% du revenu annuel assuré du défunt; cette rente est versée à vie. Si le conjoint survivant se remarie, elle est interrompue pendant la durée du remariage;
- le conjoint divorcé n'a droit à une rente que si le défunt était tenu, au moment du décès, de lui verser une pension alimentaire. La rente correspond au montant de la pension et s'élève au maximum à 20% du gain annuel assuré du défunt;
- les orphelins ont droit à une rente de 15% du gain annuel assuré du défunt - (25% s'ils sont orphelins de père et de mère) - jusqu'à l'âge de 18 ans. Si les enfants suivent une formation, la rente est versée jusqu'au terme de cette formation, mais au plus tard jusqu'à 25 ans révolus;
- si le défunt n'a ni conjoint ni enfant, ses père et mère ont droit à une rente s'ils en ont besoin. La rente s'élève à 20% du gain annuel assuré du défunt pour chacun des parents.

Les rentes de survivants sont proportionnellement réduites lorsque leur total dépasse le montant du gain annuel assuré du défunt.

Même si le décès d'un assuré invalide n'est pas causé par l'affection assurée, l'assurance militaire verse au conjoint et aux enfants survivants des rentes dans le cas où les autres prestations de prévoyance sont insuffisantes.

Réparation morale

L'assurance peut, en tenant compte des circonstances particulières, verser à la victime de lésions corporelles ou à la famille qui a perdu l'un de ses membres par décès, une indemnité équitable à titre de réparation morale.

Si l'intéressé reçoit déjà une rente pour atteinte à l'intégrité physique ou psychique, la réparation morale est exclue.

Indemnité funéraire

En cas de décès de l'assuré, l'assurance verse une indemnité unique, qui se monte au maximum à un dixième du gain annuel assuré du défunt. Elle est versée à la personne qui a payé les frais d'ensevelissement.

Surindemnisation

Lorsque d'autres assurances sociales versent des prestations à un assuré, celles de l'assurance militaire sont réduites dans la mesure où l'ensemble des prestations d'assurances sociales dépasse le gain dont l'assuré est privé.

Procédure

Tant qu'une personne malade ou accidentée est en service et reçoit sa solde, les frais de traitement ou de séjour hospitalier sont supportés par la troupe ou par la Protection civile.

Après l'évacuation ou le licenciement du service, l'assurance militaire intervient au moment où le patient doit être soigné à domicile ou dans un établissement hospitalier. Le médecin traitant ou la direction de l'hôpital doit faire parvenir immédiatement un avis de maladie à l'assurance, si possible avec le livret de service ou le livret de la protection civile.

L'assurance militaire procède alors d'office à une enquête à la suite de laquelle elle prend position. Les cas de moindre importance sont traités sans formalité. Le requérant peut toutefois exiger qu'une décision soit rendue.

Pour les prestations importantes et les cas où le requérant demande une décision, l'assurance militaire communique un préavis et impartit un délai pour faire des observations, consulter le dossier ou demander un complément d'enquête.

L'assurance rend ensuite une décision écrite qui renseigne le requérant sur la nature et l'étendue des prestations.

Recours

Les assurés ou toute personne touchée par la décision peuvent recourir, dans les 3 mois, contre les décisions de l'assurance militaire, auprès du Tribunal cantonal des assurances. Le jugement du Tribunal cantonal peut faire l'objet, dans les 30 jours, d'un recours au Tribunal fédéral.

Sources

Responsable rédaction: ARTIAS

Adresses

Tribunal Fédéral (Lucerne)
Service social de l'armée (Thoune)
SUVA - Militaire (Lucerne)

Lois et Règlements

Loi fédérale du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire (LAM) (RS 833.1)
Ordonnance du 10 novembre 1993 sur l'assurance militaire (OAM) (RS 833.11)

Sites utiles

Assurance militaire
Europ Assistance

Assurance militaire (LAM)

Généralités

L'assurance militaire est réglée de manière exhaustive par le droit fédéral. Voir la fiche fédérale correspondante.

Les cantons ne sont compétents que pour aménager la procédure en cas de contestation de la décision initiale. En effet, pour toute décision initiale émanant de l'Office fédéral de l'assurance militaire, il existe ensuite un recours au niveau cantonal.

Descriptif

L'assurance militaire (LAM) est une institution d'assurance et de responsabilité de la Confédération en faveur des personnes servant dans l'armée, la protection civile et le service civil. Depuis juillet 2005, la Suva gère l'assurance militaire sur mandat de la Confédération comme une assurance sociale à part entière disposant de sa propre loi et avec une comptabilité distincte.

Les prestations de la LAM sont les suivantes (art.8 LAM):

- a. le traitement (art. 16);
- b. la prise en charge des frais de voyage et de sauvetage (art. 19);
- c. les indemnités supplémentaires pour les soins à domicile ou les cures et allocation pour impotent (art. 20);
- d. la remise de moyens auxiliaires (art. 21);
- e. les indemnités journalières (art. 28);
- f. les indemnités pour le retard dans la formation professionnelle (art. 30);
- g. les indemnités pour indépendants (art. 32);
- h. les prestations de réadaptation (art. 33 à 39);
- i. l'aide sociale ultérieure (art. 34, al. 2);
- k. les rentes d'invalidité (art. 40 à 42);
- l. la rente de vieillesse pour assurés invalides (art. 47);
- m. les rentes pour atteinte à l'intégrité (art. 48 à 50);
- n. les rentes de survivants (art. 51 à 53 et 55);
- o. les rentes du conjoint et des orphelins en cas de prestations de prévoyance insuffisantes (art. 54);
- p. la prise en charge de dommages matériels (art. 57);
- q. l'indemnité en capital (art. 58);
- r. l'indemnité à titre de réparation morale (art. 59);
- s. l'indemnité funéraire (art. 60);
- t. les indemnités pour frais de formation professionnelle (art. 61);
- u. la prévention des affections (art. 62);
- v. l'examen médical et les mesures médicales préventives (art. 63).

Procédure

Il est possible de faire opposition dans un délai de 30 jours aux décisions rendues par l'Office fédéral de l'assurance militaire. Cette autorité sera ainsi appelée à se prononcer une deuxième fois sur les éléments donnant lieu à une décision.

Recours

Les décisions sur opposition de l'Office fédéral de l'assurance militaire peuvent faire l'objet d'un recours dans les 30 jours auprès de la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal.

Le jugement rendu par le Tribunal cantonal pourra, à son tour, faire l'objet d'un recours au Tribunal fédéral.

Sources

Responsable rédaction: HETS Valais

Site internet de la Suva

Loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM)

Adresses

Assurance-militaire (SUVA) (Lucerne)

Lois et Règlements

Loi sur la procédure et la juridiction administratives du 6 octobre 1976

Règlement régissant la procédure devant le Tribunal cantonal des assurances du 2 octobre 2001

Loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM)

Sites utiles

SUVA - assurance militaire

Service de la sécurité civile et militaire (VS)

Assurance-militaire (LAM)

Généralités

La législation en matière d'assurance militaire est fédérale. L'assurance militaire forme un système d'assurance sociale à part entière. Le 1er juillet 2005, la Confédération a transféré la gestion de l'assurance militaire à la Suva. Les personnes assurées ne sont pas touchées par ce transfert.

Les cantons sont compétents pour ce qui concerne la procédure de contestation de la décision initiale prise par la Suva. Le droit à l'assistance judiciaire est réservé (voir la fiche cantonale Assistance judiciaire).

Descriptif

Voir la page internet Suva (ci-contre).

Procédure

Il est possible de faire opposition dans un délai de 30 jours aux décisions rendues par l'Office fédéral de l'assurance militaire. Cette autorité sera ainsi appelée à se prononcer une deuxième fois sur les éléments donnant lieu à une décision.

En cas de difficulté provoquée par une présence sous les drapeaux ne pouvant pas être améliorée par des prestations de l'assurance militaire ou d'autres institutions, solliciter le Service social de l'armée ([suivre ce lien](#)).

Recours

Dans le Jura, les décisions (sur opposition) rendues par la Suva peuvent être déférées auprès de la Cour des assurances du Tribunal cantonal (voir l'adresse ci-contre).

Dans les 30 jours qui suivent la notification écrite du jugement motivé, un recours de droit administratif peut être interjeté au Tribunal fédéral des assurances contre les jugements des tribunaux cantonaux des assurances et des tribunaux arbitraux. Pour les décisions incidentes, le délai de recours est de dix jours.

Explications complémentaires et adresse: voir la [fiche fédérale](#).

Sources

Service de l'action sociale

Adresses

Tribunal cantonal - Cour des assurances (Porrentruy 2)
Tribunal Fédéral (Lucerne)

Lois et Règlements

Loi du 30 novembre 1978 de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle, art 169 (Code de procédure administrative) (RSJU 175.1)

Sites utiles

SUVA - Assurance militaire
Service social de l'armée suisse

Assurance-militaire (LAM)

Généralités

La législation en matière d'assurance militaire est fédérale. L'assurance militaire forme un système d'assurance sociale à part entière. Le 1er juillet 2005, la Confédération a transféré la gestion de l'assurance militaire à la Suva. Les personnes assurées ne sont pas touchées par ce transfert.

Avec des agences de la Suva à Bellinzone, Berne, Genève et St-Gall, l'assurance militaire est représentée sur tout le territoire suisse.

Les cantons sont compétents pour ce qui concerne la procédure de contestation de la décision initiale prise par l'assurance militaire. Le droit à l'assistance judiciaire est réservé (voir la fiche cantonale Assistance judiciaire).

On trouve en outre diverses définitions, ainsi que les droits des assurés et certaines règles de procédure dans la loi sur la partie générale des assurances (LPGA), qui doit être lue en parallèle avec la législation spécifique à l'assurance militaire (voir fiche sur la LPGA).

Descriptif

L'assurance militaire offre une vaste couverture de tous les risques d'affections des personnes au service de la Confédération dans le cadre du maintien de la sécurité et de la paix.

Les services assurés sont notamment le service militaire et de protection civile, les actions du Corps suisse d'aide humanitaire, les actions de maintien de la paix et de bons offices de la Confédération et le service civil.

L'assurance militaire répond de toutes les affections physiques, mentales ou psychiques de l'assuré ainsi que de leurs conséquences économiques directes, indépendamment du fait qu'elles soient survenues durant le service ou une activité couverte par l'assurance militaire en raison d'une maladie ou d'un accident.

Non seulement elle prend en charge les frais de traitement et verse des indemnités journalières ainsi que des rentes d'invalidité et de survivants, mais elle fournit aussi des mesures de réadaptation et verse des indemnités pour retard subi dans la formation professionnelle et des indemnités aux indépendants.

Procédure

Annonce à l'Assurance militaire

Depuis le 1er juillet 2005, l'assurance militaire dispose de nouvelles formules d'annonce:

La formule **Annonce LAM** permet d'annoncer à l'assurance militaire les traitements entrepris après la libération du service.

- Pour orienter l'assuré pendant le service militaire, civil ou de protection civile vers un médecin ou un dentiste civil ou vers un hôpital, il convient de remplir la **Feuille de maladie et d'accident LAM**. Elle permet également d'obtenir dans une pharmacie civile les médicaments prescrits.

L'obligation d'annonce s'applique, comme précédemment, aux médecins, dentistes et chiropraticiens. De même, le principe du domicile de l'assuré reste en vigueur.

Agence compétente: Assurance militaire SUVA pour les cantons de BE (f), FR (f), GE, JU, NE, VD, VS (f)

Recours

Recours contre la décision de l'assurance

Sur le plan cantonal, c'est le Tribunal administratif, cour des assurances sociales, qui est compétent en matière de recours contre les **décisions sur opposition** prises par les assureurs.

Recours contre la décision du Tribunal administratif

Le jugement du Tribunal administratif peut faire l'objet, dans les 30 jours, d'un recours au Tribunal fédéral.

Sources

SUVA - Assurance militaire

Adresses

Service social de l'armée (Thoune)
Tribunal Fédéral (Lucerne)
SUVA - Militaire (Lucerne)
Tribunal régional des Montagnes et du Val-de-Ruz (La Chaux-de-Fonds)

Lois et Règlements

Loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA), du 27 juin 1979

Sites utiles

SUVA - Assurance-militaire

Assurance-militaire (LAM)

Généralités

L'assurance militaire est une institution d'assurance et de responsabilité de la Confédération destinée aux personnes servant dans l'armée, la protection civile et le service civil (source: suva.ch).

La législation en matière d'assurance militaire est uniquement du ressort de la loi fédérale : voir la fiche fédérale.

Depuis le 1er juillet 2005, la Suva gère l'assurance militaire sur mandat de la Confédération comme une assurance sociale autonome disposant de sa propre loi et avec une comptabilité distincte (source: suva.ch).

Les cantons ne sont compétents que pour aménager la procédure en cas de contestation de la décision initiale. En effet, pour toute décision initiale émanant de l'Office fédérale de l'assurance militaire (OFAM), il existe un recours au niveau cantonal.

Descriptif

L'assurance militaire couvre toutes les affections qui surviennent lors de missions au service de la sécurité et de la paix ainsi que leurs conséquences économiques.

Est assuré auprès de l'assurance militaire quiconque accomplit un service militaire, un service de protection civile ou un service civil ou participe à des interventions du Corps suisse d'aide humanitaire ou à des actions de maintien de la paix et de bons offices de la Confédération.

(source: suva.ch)

Procédure

Les demandes sont à adresser à l'une des 4 agences de la SUVA (Bellinzona, Berne, Genève et St-Gall). Pour le canton de Fribourg, c'est à l'agence de Genève. Des formules d'annonce sont disponibles sur le site de la SUVA.

Recours

Les contestations en matière d'assurance militaire doivent être portée devant le Tribunal cantonal (voir adresse ci-dessous), instance cantonale unique. Sous réserve des dispositions du droit fédéral, la procédure est régie par le Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA).

Sources

Banque de données de la législation fribourgeoise - BDLF

Le site de la SUVA: <https://www.suva.ch/fr>

Adresses

Tribunal cantonal (Fribourg)
Association fribourgeoise In Memoriam - Service de la protection de la population et
des affaires militaires (Fribourg)

Lois et Règlements

Arrêté du 29 avril 1950 concernant les contestations relatives à l'assurance militaire

Sites utiles

La Suva - Rubrique Assurance militaire

Assurance-militaire (LAM)

Généralités

Comme en ce qui concerne l'armée, la législation en matière d'assurance militaire est de compétence fédérale.

On peut donc se référer à la fiche fédérale correspondante.

Le 1er juillet 2005, la Confédération a donné à la Caisse nationale d'assurances (CNA ou SUVA) un mandat de gestion de l'assurance-militaire. La SUVA dispose d'agences dans les principales régions de Suisse, à Bellinzone, Berne, Genève, Lausanne et St-Gall.

En revanche, ce sont les cantons qui disposent de la compétence pour connaître des recours formés contre les décisions sur opposition de l'assurance.

Pour le surplus, se référer à la fiche fédérale.

Descriptif

Les services assurés sont notamment le service militaire et de protection civile, les actions du Corps suisse d'aide humanitaire, les actions de maintien de la paix et de bons offices de la Confédération et le service civil.

L'assurance militaire répond de toutes les affections physiques, mentales ou psychiques de l'assuré ainsi que de leurs conséquences économiques directes des personnes au service de la Confédération dans le cadre du maintien de la sécurité et de la paix, indépendamment du fait qu'elles soient survenues durant le service ou une activité couverte par l'assurance militaire en raison d'une maladie ou d'un accident.

Les prestations de l'assurance-militaire sont les suivantes :

- prise en charge des frais de traitement;
- versement des indemnités journalières et des rentes d'invalidité et de survivants;
- financement des mesures et moyens de réadaptation;
- versement des indemnités pour retard subi dans la formation professionnelle et des indemnités aux indépendants.

Procédure

Annonce à l'Assurance militaire

Aussi longtemps qu'une personne malade ou accidentée est en service et reçoit sa solde, les frais de traitement ou de séjour hospitalier sont supportés par l'Armée ou par la Protection civile.

Pour orienter l'assuré pendant le service militaire, civil ou de protection civile vers un médecin ou un dentiste civil ou vers un hôpital, il convient de remplir la Feuille de maladie et d'accident LAM. Elle permet également d'obtenir dans une pharmacie civil les médicaments prescrits.

Après la période de service, il appartient à l'intéressé de s'annoncer à l'assurance au moyen du formulaire adéquat.

Recours

Dans un premier temps, les décisions de l'assurance militaire peuvent être contestées auprès de la SUVA par la voie d'une opposition qui consiste à demander de réexaminer sa décision.

Ensuite, les décisions sur oppositions peuvent être déférées dans les trente jours devant la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal.

Enfin, les décisions du Tribunal cantonal peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal fédéral, 1ère Cour des assurances sociales, dans les 30 jours à compter de leur notification.

Sources

Base législative vaudoise

Site internet de l'assurance militaire

Adresses

Service social de l'armée (Thoune)
Tribunal Fédéral (Lucerne)
SUVA - Militaire (Lucerne)

Lois et Règlements

Loi fédérale du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire (LAM)

Sites utiles

site de la SUVA, rubrique Assurance militaire

Assurance militaire (LAM)

Généralités

La législation relative à l'assurance militaire est exhaustivement du ressort de la loi fédérale (LAM - RS 833.1). Se référer à la fiche fédérale.

Depuis le 1er juillet 2005, la SUVA gère l'assurance militaire sur mandat de la Confédération comme une assurance sociale à part entière disposant de sa propre loi et avec une comptabilité distincte.

Descriptif

L'assurance militaire est une assurance globale pour les personnes accomplissant un service militaire, civil et de protection civile. En cas d'accident ou de maladie, les quatre agences de Bellinzone, Berne, Genève et Saint-Gall se chargent de la gestion des cas.

Procédure

Les demandes sont à adresser à l'agence compétente de la SUVA. Pour le canton de Genève, c'est l'agence de Genève. Des formules d'annonce sont à disposition sur le site internet de la SUVA.

Recours

Contre les décisions de l'assurance, une opposition peut être formulée dans les trente jours auprès de la même autorité. Si la décision est confirmée, elle peut être contestée dans les trente jours devant la Chambre des assurances sociales de la Cour de Justice (art. 134 de la loi sur l'organisation judiciaire - LOJ - E 2 05).

Adresses

SUVA Genève, Assurance militaire (Genève 3)

Lois et Règlements

Loi d'application des dispositions fédérales en matière de protection civile G 2 05

Sites utiles

SUVA Assurance militaire
La clé - répertoire d'adresses